



República Bolivariana de Venezuela

Comunicado **Oficial**



Gobierno Bolivariano
de Venezuela

Ministerio del Poder Popular
para Relaciones Exteriores



COMMUNIQUÉ

Le Venezuela rejete le pseudo-rapport émis par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme

La République bolivarienne du Venezuela rejete le pseudo-rapport émis par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme dans notre pays que—une nouvelle fois—encourt consciemment dans le mensonge, dans des remarques non fondées et tendancieuses, et dans la diffusion des fausses présomptions sur la réalité vénézuélienne.

L'instrumentalisation du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme à des fins politiques, pour attaquer le Venezuela, dénaturant les louables objectifs de cette instance, est devenue malheureusement une habitude pénible ces derniers temps. L'utilisation des fausses nouvelles par des médias sans scrupule, sans aucune vérification, et l'utilisation de deux poids et deux mesures concernant les droits de

l'homme, expriment encore une fois une position partielle et honteuse qui porte atteinte à la souveraineté du Venezuela et au Droit International.

Il est répréhensible que le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme insiste ouvertement à tromper la communauté internationale sur les événements de violence perpétrés par un secteur de l'opposition vénézuélienne depuis avril de cette année, ignorant la documentation abondante, éclairante et fiable que l'Etat vénézuélien a fourni au Haut-Commissariat, dans laquelle est démontré la responsabilité des dirigeants de l'opposition dans l'organisation, promotion et financement des actes violents qui ont jeté un douloureux bilan de plus d'une centaine de morts, des milliers de blessés et d'innombrables dommages et souffrances au peuple vénézuélien.

Et il est pire encore que le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme n'exprime aucune solidarité avec les victimes de cette stratégie politique violente et criminelle, dont le seul objectif est de renverser le Gouvernement légitime de la République bolivarienne du Venezuela.

Il est condamnable éthiquement que le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, sur la base d'un rapport incomplet, pas officiellement conclu, fondé sur des opinions recueillies lors des entretiens prétendument faites par un soi-disant « *équipe d'experts* », affirme l'existence de « *violations massives* » aux droits de l'homme et présente tels mensonges au monde comme conclusions de l'ONU, compromettant ainsi le bon nom et la bonne réputation de cette organisation et de ses Etats membres.

Les fallacieuses conclusions du soi-disant « *équipe d'experts de l'ONU* », approuvées par le Haut-Commissaire, ont

gravement blessé la probité, l'impartialité, l'équité, l'honnêteté et la bonne foi que doit prévaloir dans les actions dudit Commissariat, et représentent un dangereux précédent pour les Nations unies.

Ceci se produit à quelques jours de l'installation réussie de la souveraine et légitime Assemblée Nationale Constituante du Venezuela, quand la tranquillité et le calme retournent dans les rues, et quand l'opposition vénézuélienne—suite à l'échec de ce violent attaque—annonce le retour à la voie électoral et constitutionnel en décidant participer aux élections régionales du 10 décembre prochain.

La République Bolivarienne exprime sa méconnaissance absolue de ce document illégal utilisé pour imposer une opinion fondée sur un approche vil et partiel par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, et fera les efforts diplomatiques nécessaires pour dénoncer cette nouvelle agression contre notre peuple et notre pays, depuis une instance qui devrait servir, avec de l'équilibre et de la pondération, à la protection des droits de l'homme dans le monde.

La République bolivarienne du Venezuela—actuellement immergée dans un processus constituant populaire—ratifie son engagement avec la paix, la promotion du dialogue entre tous les secteurs du pays, la tolérance politique et le plein respect des droits de l'homme, conditions essentielles pour résoudre les problèmes auxquels nous faisons face.